



Educateur, 8, 21 août 2009

Enseignement primaire et sélection : à nous le « sale boulot » ?

On sait que le débat genevois sur l'école a pris une singulière tournure : tout se passe comme si la paix était revenue dans l'institution, alors que le retour d'un cycle d'orientation à trois filières prépare probablement des lendemains difficiles... pour l'école primaire !

Procédons simplement, donc par l'arithmétique. On sait qu'environ 20% des élèves de 6^e primaire sont actuellement orientés, à Genève, vers la filière B. Durant la campagne, aucun chiffre n'a été évoqué. Et pour cause. Pour tenir les promesses de son exposé des motifs, la nouvelle loi va devoir « *resserrer les conditions d'accès au regroupement à exigences élevées dès la 7^e année* ». Si elle veut atteindre les quotas évoqués à demi-mot par ses artisans – 50% d'élèves promus à l'avenir de la section A vers le secondaire supérieur, des orientations promotionnelles en amont – elle devra aiguiller beaucoup plus d'élèves (40% ? 60% ?) vers les filières les moins fortes du CO, et cela dès la sortie du primaire. En résumé, Genève prétend revaloriser l'effort, l'exigence, l'égalité des chances, etc., mais au moyen d'un système qui découragera plus durement les élèves moyens, plus tôt, et *quels que soient le travail et les progrès qu'ils auront effectués*.

Moralité ? Pour ne pas trier *après* le cycle d'orientation, nous allons le faire *avant*, ce qui débarrassera le secondaire du problème, mais le descendra pour cela au primaire voire, par anticipation, dans les degrés élémentaires (comment justifier une mauvaise nouvelle en 6^e si le redoublement prévu par la loi n'a pas eu lieu auparavant... ?). Aux instituteurs d'assumer plus que jamais ce que les sociologues appellent le « sale boulot » – le travail peu aimable de sélection sociale et de justification de cette sélection par le biais de l'échec scolaire. En désignant d'emblée les élus et les relégués, nous contribuerons à ce que rien ne change plus haut dans la scolarité, contrairement aux pays progressistes qui intègrent le plus longtemps possible le plus d'élèves possible, *quitte à différencier leur pédagogie dans les derniers degrés autant que dans les premiers*.

Le rabaissement de l'instituteur à des tâches simples et peu gratifiantes, contraires à ce qu'il sait devoir faire, peut expliquer pourquoi nous ressentons en ce moment, et quels que soient notre lieu de travail ou nos convictions, un manque inquiétant de sens et de reconnaissance. Mais le plus grave est pour nos élèves, que nous allons devoir plus vite et plus durement sanctionner, ce qui ne risque pas de nous réjouir, encore moins de réduire les inégalités. Nous sommes déjà de retour au point de départ et confrontés à cette insistante question : *quitte à pousser tout le monde vers le haut, pourquoi ne pas pousser tout le monde... dans la filière la plus élevée ?*

Carine Gux, Olivier Maulini & Anne Sprüngli